

Cote du document: EB 2019/126/R.21/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6 d) i)
Date: 2 mai 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémorandum du Président

Proposition de financement supplémentaire à la République populaire du Bangladesh pour le Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV

Numéro du Projet: 1100001537

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Omer Zafar
Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +880 9609 140140 ext. 2001
courriel: o.zafar@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Cheffe de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-sixième session
Rome, 2-3 mai 2019

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Historique et description du projet	1
A. Historique	1
B. Description du Projet initial	1
II. Justification du financement supplémentaire	3
A. Raison d'être et justification du financement supplémentaire	3
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes/résultats et activités	4
D. Avantages, coûts et financement	5
III. Risques liés à la mise en œuvre des activités financées supplémentaires	9
A. Risques relatifs au Projet et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Catégories des risques climatiques	11
IV. Mise en œuvre	11
A. Conformité aux politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	11
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	12
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du Projet	12
V. Instruments juridiques et autorité	12
VI. Recommandation	13
Appendices	
I. Negotiated financing agreement	
II. Updated project logical framework	
III. Updated summary of the economic and financial analysis	

Directeur régional:	Nigel Brett
Équipe d'exécution du projet	
Directeur de pays/CPP:	Omer Zafar
Spécialiste technique principal:	Harold Liversage
Responsable de la gestion financière:	Alvaro Fernandez
Spécialiste climat et environnement:	Roshan Cooke
Juriste:	Itziar Garcia Villanueva

Sigles et acronymes

TREI	Taux de rentabilité économique interne
PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire du Bangladesh
Organisme d'exécution:	Office national des ressources en eau (Ministère des ressources en eau)
Coût total du projet:	144,0 millions d'USD
Montant du financement initial du FIDA:	Prêt de 30,86 millions de DTS (équivalant approximativement à 47,3 millions d'USD)
Conditions du financement initial du FIDA:	Particulièrement favorables
Montant du financement supplémentaire du FIDA:	20,6 millions d'USD
Conditions du financement supplémentaire du FIDA:	67% à des conditions particulièrement favorables et 33% à des conditions mixtes
Cofinanceurs:	Pays-Bas ONG partenaires
Montant du cofinancement:	Pays-Bas: projet initial de 20,6 millions d'USD Pays-Bas: financement supplémentaire de 5,0 millions d'EUR ONG partenaires: 8,6 millions d'USD
Conditions de cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur:	40,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,9 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire pour le Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

Proposition de financement supplémentaire pour le Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV

I. Historique et description du projet

A. Historique

1. Le Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV (ci-après, le Projet ou la phase IV du Projet) a été approuvé par le Conseil d'administration le 22 avril 2010. L'accord de financement a été signé et est entré en vigueur le 9 mai 2011. La date d'achèvement du Projet est prévue pour le 31 mars 2019 et la date de clôture du prêt est fixée au 30 septembre 2019. Le coût total du Projet s'élevait à 89,2 millions d'USD, et était financé grâce à un prêt de 47,3 millions d'USD accordé par le FIDA à des conditions particulièrement favorables, à un don des Pays-Bas de 20,6 millions d'USD, à un financement de contrepartie du Gouvernement du Bangladesh de 15,6 millions d'USD, ainsi qu'aux contributions des organisations non gouvernementales (ONG) participantes (4,9 millions d'USD) et des bénéficiaires (0,8 million d'USD). À ce jour, 97% du prêt du FIDA et 90% du don ont été décaissés.
2. En juin 2018, le Gouvernement du Bangladesh a demandé au FIDA un financement supplémentaire de 20,6 millions d'USD au titre du Projet et un report de trois ans de la date d'achèvement de celui-ci. Le financement supplémentaire proposé serait accordé à des conditions particulièrement favorables (67%) et à des conditions mixtes (33%) dans le cadre du Système d'allocation fondé sur la performance concernant le Bangladesh pour la période 2019-2021.
3. Le financement supplémentaire proposé servira à développer les activités menées dans le cadre du Projet, à accroître sa portée, à diffuser les innovations et à élargir ses effets.

B. Description du Projet initial

4. Les différentes phases du Projet ont pour objectif global de rendre habitables les îlots côtiers (*chars*) au Bangladesh en protégeant les sols de la salinité, en les stabilisant par le boisement et en permettant le développement de moyens d'existence. Le Gouvernement accorde aux populations rurales extrêmement pauvres et démunies la priorité sur ces terres, et le Projet a aidé les populations à s'installer dans ces zones et à surmonter des difficultés tenant aussi bien au manque d'infrastructures de base qu'aux activités de puissants groupes d'intérêts attirés par la fertilité des sols.
5. L'objectif du Projet est de réduire la pauvreté et la faim dont souffrent les populations pauvres qui vivent sur les îlots côtiers de formation récente, en améliorant et en assurant leurs moyens d'existence dans l'agriculture, en leur permettant d'obtenir des titres fonciers officiels et en construisant des infrastructures résilientes face aux changements climatiques pour 28 000 ménages pauvres et démunis. Le Projet comprend cinq composantes: i) protection contre les changements climatiques; ii) infrastructures internes; iii) colonisation des terres et

- établissement de titres de propriété; iv) appui aux moyens d'existence; v) assistance technique et appui en matière de gestion.
6. La mise en œuvre du Projet a eu un effet transformateur. L'étude d'impact annuelle réalisée en 2018 montre que le Projet a transformé les *chars* ciblés: les zones auparavant isolées et improductives, où la population était extrêmement pauvre, sont devenues une part productive et prospère de l'économie du district. La mission de supervision effectuée en 2018 a établi que le Projet avait pleinement atteint son but et ses objectifs, aussi bien du point de vue des objectifs physiques que de celui des résultats, et qu'il avait dépassé les attentes concernant sa portée.
 7. Le Projet a contribué de manière significative à réduire la pauvreté et la vulnérabilité de 29 000 ménages ruraux (185 824 personnes) vivant sur des nouveaux *chars* côtiers. Les données vérifiées de suivi-évaluation indiquent qu'entre 2011 et 2017 les revenus annuels moyens des ménages ont augmenté de 400% et la valeur moyenne des actifs des ménages (y compris les actifs productifs) de plus de 700%.
 8. Parmi les résultats importants, on notera que: i) le taux d'exploitation des cultures est passé de 104% à 130%; ii) le rendement du paddy a doublé, passant à 3,8 tonnes/hectare, et la production par ménage a augmenté de 66%; iii) les légumes de plein champ et les légumes de potagers sont maintenant produits respectivement par 14% et 98% des ménages et leur procurent des avantages nutritionnels considérables; iv) presque tous les ménages élèvent maintenant des volailles, et la production d'œufs et les revenus de leur vente augmentent de 350%; v) la production de lait a plus que doublé et on en consomme 70% de plus dans les foyers; vi) la proportion de ménages pratiquant l'aquaculture est passée de 51% à 98%, les rendements ont augmenté de plus de 500%, la consommation a presque doublé et les ventes annuelles par ménage ont augmenté de 400%; vii) environ 85% des ménages ont maintenant accès au microcrédit, et 80% ont accumulé une épargne; viii) le pourcentage des ménages disposant de latrines hygiéniques est passé de 6% à 98%; ix) 29 000 ménages ont eu accès à l'eau potable; x) la sécurité foncière et la hausse des revenus ont permis aux ménages d'améliorer sensiblement la taille et la qualité de leur logement et sa résistance aux chocs climatiques.
 9. Les principaux résultats du Projet sont résumés ci-après:
 - i) **Renforcement de la capacité d'adaptation et de la résilience face aux changements climatiques.** Les ressources en eau sont maintenant gérées efficacement pour protéger les terres contre les marées et les ondes de tempête, améliorer le drainage et accroître la capacité d'accumulation. La salinité moyenne des sols a diminué de 67% entre 2012 et 2016. En 2017, les travaux de protection contre les inondations ont réduit de plus de 90% les dégâts que subissaient les cultures des agriculteurs dans les zones de polders.
 - ii) **Amélioration de l'infrastructure de communication.** Les routes pavées construites dans le cadre du Projet ont considérablement réduit la distance moyenne entre les maisons, les écoles et les marchés. Sur les 40 abris anticycloniques construits, huit servent de cliniques et 29 d'écoles, et le nombre de filles scolarisées est en nette augmentation.
 - iii) **Obtention de terres pour les personnes qui en sont dépourvues.** Avant la mise en œuvre du Projet, seulement 1,2% des ménages détenaient un titre foncier sûr contre 61% maintenant. Plus de 12 450 ménages ont obtenu des titres fonciers. Un progrès majeur a été accompli en établissant les titres fonciers aux noms des épouses et des maris, ce qui leur confère ainsi les mêmes droits fonciers, le nom de la femme figurant devant celui du mari.

- iv) **Amélioration des moyens d'existence et de la résilience des ménages.** En 2012, seulement 2% des agriculteurs cultivaient des variétés de riz à haut rendement; en 2017, ils étaient 87%. Sur l'ensemble des agriculteurs touchés par des problèmes de drainage, 44% ont choisi la production intégrée de légumes et de poissons. L'utilisation d'engrais chimiques a considérablement diminué, un nombre important d'agriculteurs utilisant maintenant des moyens biologiques de lutte phytosanitaire.
- v) **Autonomisation des femmes.** Le Projet a visiblement renforcé le pouvoir d'action des femmes dans un contexte social très conservateur. Quelque 33 200 femmes ont démarré des activités économiques ou ont indiqué une augmentation des revenus de leurs activités existantes. Elles participent maintenant à diverses activités agricoles et non agricoles, notamment l'aquaculture, l'horticulture, l'élevage, la production artisanale, la couture, le commerce et la gestion de magasins. Plus de 27 600 femmes (accompagnées de leurs maris) ont reçu une formation sur les droits des femmes ainsi que sur les services de santé et de planification familiale. Les femmes sont maintenant plus mobiles et se rendent régulièrement dans les marchés, les cliniques et les centres-villes. Surtout, elles détiennent une part égale des titres fonciers, ce qui les rend beaucoup moins vulnérables en cas de divorce ou d'abandon. Les mariages d'enfants ont diminué de 85% et la polygamie de 97%.

II. Justification du financement supplémentaire

A. Raison d'être et justification du financement supplémentaire

10. Le financement supplémentaire proposé se justifie par le fait que le Projet donne des résultats très satisfaisants et que son programme d'exécution éprouvé peut être utilisé efficacement pour reproduire à plus grande échelle les résultats, étendre la portée, accroître le nombre de bénéficiaires et intégrer les innovations et les meilleures pratiques. Il permettra en outre aux régions qui ne sont pas encore couvertes par le Projet de bénéficier de ses effets.
11. Grâce au Projet, on a montré qu'il était possible de contrôler la dynamique hydrologique de l'estuaire, responsable de la fragilité des *chars*, grâce à des infrastructures résilientes face aux changements climatiques. Il a été prouvé que des interventions de développement ciblées pouvaient remédier à la vulnérabilité sociale, environnementale et économique des habitants. Le Projet a été mis en œuvre dans quatre districts côtiers du Sud, en quatre phases, et a bénéficié à plus de 90 000 ménages pauvres et démunis, soit 500 000 personnes, dans les districts de Noakhali, de Laxmipur, de Feni et de Chattogram. Le financement supplémentaire proposé permettra de mettre en œuvre des activités de développement dans les quatre domaines du Projet. Ainsi, celui-ci bénéficiera à 57 000 ménages supplémentaires, soit plus de 367 000 personnes vivant dans les *chars*.
12. Le financement supplémentaire est conforme aux trois objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats et au Septième plan quinquennal du Gouvernement. Conformément à l'orientation stratégique du COSOP, il appuiera les populations pauvres des zones de *chars* vulnérables pour qu'elles s'adaptent mieux aux changements climatiques, améliorent leurs moyens d'existence et bénéficient d'un meilleur accès aux chaînes de valeur et aux marchés des matières premières. Le financement supplémentaire contribuera en outre à aider le pays à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 6 (eau propre et assainissement), 10 (inégalités réduites) et 13 (lutte contre les changements climatiques).

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

13. La zone côtière du Bangladesh s'étend vers le sud à mesure que les eaux fluviales déposent des sédiments et créent de nouvelles terres. Les parties orientale et centrale du delta sont les plus vulnérables; les *chars* récemment formés et de faible élévation sont régulièrement inondés, ce qui a pour conséquence une intrusion saline et une plus grande vulnérabilité des habitants. Le financement supplémentaire sera destiné aux *chars* visés dans le cadre du Projet (Nangulia, Noler, Caring, Urir et Ziauddin), aux *chars* du Projet de développement et de colonisation des chars – Phases I, II et III, et à la plus petite zone concernée par le Projet de récupération de terres (Land Reclamation Project). Il est également prévu de réaliser des activités préparatoires pour certains des *chars* proposés pour la phase V du Projet (Char Maksumul Hakim, Dhal Char/ Kola Toli, et Char Mozammel). Ces zones ont une superficie d'environ 145 000 hectares, et environ 1,6 million de personnes, soit 300 000 ménages, y vivent.
14. Les personnes qui habitent ces nouvelles terres éloignées sont les plus vulnérables, car elles n'ont pas de titres fonciers officiels et ne sont pas protégées contre les ondes de tempête que provoquent les cyclones. Plus de 90% de la population correspond au groupe cible du FIDA en ce qui concerne les niveaux de pauvreté (en dessous du seuil de pauvreté) et la propriété foncière (sans-terre, petits agriculteurs et agriculteurs marginaux).
15. Le financement supplémentaire permettra: i) aux petits agriculteurs marginaux de bénéficier d'une infrastructure de l'eau résiliente face aux changements climatiques et de technologies agricoles climatiquement rationnelles; ii) aux nouveaux colons d'obtenir des titres fonciers; iii) aux nouveaux colons et aux colons déjà installés d'accéder à de meilleures infrastructures de communication; iv) aux petits entrepreneurs de bénéficier de microfinancements et d'un soutien aux microentreprises.
16. Les femmes en particulier seront visées en ce qui concerne l'établissement des titres fonciers, l'appui aux activités économiques, l'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'hygiène et aux installations et services sanitaires, l'inclusion financière et l'éducation juridique.

C. Composantes/résultats et activités

17. Les composantes actuelles du Projet et les activités clés qui y sont associées et qui seront appuyées par le financement supplémentaire sont les suivantes:
 - i) **Protection contre les changements climatiques:** a) gestion de l'eau (zones visées par le Projet et les phases précédentes) grâce à la réparation ou au retrait des remblais, au remplacement ou à l'entretien des vannes, à la ré-excavation ou à la construction de *khals* (canaux); à la construction ou à l'amélioration des centres de groupes de gestion de l'eau; à l'acquisition de terres sur les digues et les écluses abandonnées; b) foresterie sociale, notamment grâce aux plantations de mangroves, aux plantations en bandes le long des *khals*, des routes, et des berges; création ou renforcement des associations de foresterie sociale dans les zones visées par le Projet.
 - ii) **Infrastructures internes:** a) infrastructures internes, notamment routes pavées et en terre, abris contre les cyclones, marchés et *killas* (amoncellements de terre). La plupart des travaux seront réalisés dans les zones visées par les phases I à IV du Projet, et concerneront peu les nouveaux *chars* qui ont été proposés pour la phase V; b) installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, notamment des puits tubulaires profonds dans les zones couvertes par les phases I à IV du Projet et dans les *chars* de la phase V (où seront également installés des puits à essai), et latrines domestiques dans les zones concernées par les phases I à III du Projet.

- iii) **Colonisation des terres et établissement de titres fonciers:**
 - a) colonisation des terres et établissement de titres fonciers dans le Char Urir;
 - b) délimitation de la frontière entre les districts de Noakhali et de Chattogram;
 - c) colonisation des terres et établissement de titres fonciers dans le Char Nangulia;
 - d) amélioration et généralisation des systèmes électroniques de gestion des registres fonciers.
- iv) **Appui aux moyens d'existence:** a) agriculture commerciale (grandes cultures, horticulture, volaille); b) services consultatifs agricoles rémunérés assurés par une ONG mandatée; c) amélioration des chaînes de valeur des produits de base (sensibilisation, cartographie des chaînes de valeur, planification stratégique des investissements, formation, investissements dans les chaînes de valeur, encadrement, suivi); d) technologies de l'information et de la communication dans le secteur agricole; e) appui institutionnel et appui aux moyens d'existence assurés par des partenaires sous contrat, notamment en ce qui concerne les exploitations familiales, l'eau et l'hygiène, l'éducation juridique et sociale et la sensibilisation aux droits de l'homme, et les associations de gestion des eaux.
- v) **Assistance technique et appui en matière de gestion:** une équipe d'assistance technique sera chargée de conseiller et d'aider les agents d'exécution, de superviser la qualité des travaux, de synthétiser les rapports de situation et de gérer les finances. Cette équipe se chargera des évaluations d'impact, s'appuiera sur les enseignements tirés de l'expérience et assurera la gestion des connaissances. Des fonds seront également alloués pour mener:
 - a) une étude hydromorphologique afin d'obtenir des informations sur les caractéristiques de l'érosion et de l'accrétion;
 - b) un exercice de planification stratégique visant à améliorer le cadre institutionnel des nouveaux investissements dans les *chars* et à élaborer la phase V du Projet.
- vi) **Plan et cadre d'action pour la réinstallation [lignes directrices relatives aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)]:** a) mise en œuvre d'un processus de consentement préalable, libre et éclairé auprès des ménages dont les terres sont partiellement ou totalement acquises pour la construction d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques; b) indemnisation conformément aux dispositions de la loi de 2017 relative à l'expropriation et à la réquisition de biens immobiliers; c) mise en œuvre de mesures d'aide rapide aux foyers en difficulté, notamment un appui aux moyens d'existence; d) établissement de mécanismes de suivi et d'arbitrage en cas de plaintes.

D. Avantages, coûts et financement

Coût du Projet

18. Le montant total du financement supplémentaire envisagé est de 54,8 millions d'USD sur une période triennale (taxes comprises). Le coût du Projet est détaillé par composante et par bailleur de fonds dans le tableau 1, par catégorie de dépenses et bailleur de fonds dans le tableau 2, et par composante et année dans le tableau 3.

Tableau 1
Coût du Projet par composante et par bailleur de fonds
 (En milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		ONG		Pays-Bas		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Protection contre les changements climatiques											
1.1 Gestion des ressources en eau	7 238	28,1	-	-	-	-	-	-	18 497	0	25 735
1.2 Foresterie sociale	1 043	81,3	-	-	-	-	-	-	240	18,7	1 283
2. Infrastructure interne											
2.1 Infrastructures de communication et de protection contre les cyclones	7 106	65,9	-	-	-	-	-	-	3 684	34,1	10 790
2.2 Eau et assainissement	2 426	65,5	-	-	-	-	-	-	1 278	34,5	3 704
3. Colonisation des terres et établissement de titres fonciers	938	58,9	-	-	-	-	-	-	655	41,1	1 593
4. Appui aux moyens d'existence											
4.1 Promotion de l'agriculture commerciale	1 880	31,5	3 680	61,6	-	-	77	1,3	333	5,6	5 971
4.2 Aide sociale et appui aux moyens d'existence	-	-	-	-	424	100	-	-	-	-	424
5. Assistance technique et appui à la gestion	1 880	29,4	-	-	5 275	100	-	-	-	-	5 275
Total	20 630	37,7	3 680	61,6	5 700	10,4	77	1,3	24 688	45,1	54 775

Tableau 2
Coût du Projet par catégorie de dépenses et par bailleur de fonds
 (En milliers d'USD)

Catégories de dépenses	Prêt du FIDA		Emprunteur		Pays-Bas		ONG		Bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
I. Dépenses d'investissement											
A. Travaux de génie civil	16 463	69,8	7 137,1	30,2	-	-	-	-	-	-	23 600
B. Création et entretien de plantations	859	99,1	8,0	0,9	-	-	-	-	-	-	867
C. Véhicules et matériel											
Véhicules	160	88,2	21,4	11,8	-	-	-	-	-	-	181
Matériel, mobilier et ordinateurs	212	64,3	81,8	24,7	36	10,9	-	-	-	-	330
D. Assistance technique	-	-	-	-	5 275	100,0	-	-	-	-	5 275
E. Indemnisation et contribution	532	3,3	15 216	95,5	182	1,1	-	-	-	-	15 931
F. Études, personnel contractuel, formation et ateliers											
Études	2	30,0	5,5	70,0	-	-	-	-	-	-	8
Formation, ateliers et réunions	2 319	82,4	212,5	7,6	206	7,3	-	-	77	2,8	2 815
G. Activités des ONG	-	-	-	-	-	-	3 680	100,0	-	-	3 680
<i>Total des dépenses d'investissement</i>	<i>20 547</i>	<i>39,0</i>	<i>22 682</i>	<i>43,1</i>	<i>5 700</i>	<i>10,8</i>	<i>3 680</i>	<i>7,0</i>	<i>77</i>	<i>0,1</i>	<i>52 686</i>
II. Dépenses récurrentes											
A. Traitements et indemnités	-	-	1 394,6	100,0	-	-	-	-	-	-	1 395
B. Exploitation et entretien des infrastructures	11	3,2	323,6	96,8	-	-	-	-	-	-	334
C. Dépenses de fonctionnement											
Exploitation et entretien des véhicules	18	29,8	42,9	70,2	-	-	-	-	-	-	61
Exploitation et entretien du matériel des bâtiments	54	18,1	245,0	81,9	-	-	-	-	-	-	299
<i>Total des dépenses récurrentes</i>	<i>83</i>	<i>4,0</i>	<i>2 006</i>	<i>96,0</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>2 089</i>
Total	20 630	37,7	24 688	45,1	5 700	10,4	3 680	6,7	77	0,1	54 775

Tableau 3
Coût du Projet par composante et par année
 (En milliers d'USD)

Composante/sous-composante	2019		2020		2021		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Protection contre les changements climatiques							
1. Gestion des ressources en eau	8 222	31,9	13 897	54,0	3 616	14,05	25 735
2. Foresterie sociale	586	45,7	395	30,8	302	23,52	1 283
B. Infrastructure interne							
1. Infrastructures de communication et de protection contre les cyclones	4 281	39,7	4 666	43,2	1 842	17,08	10 790
2. Eau et assainissement	1 573	42,5	1 820	49,1	311	8,40	3 704
C. Colonisation des terres et établissement de titres fonciers	660	41,4	547	34,3	387	24,27	1 593
D. Appui aux moyens d'existence							
1. Promotion de l'agriculture commerciale	2 257	37,8	2 334	39,1	1 380	23,11	5 971
2. Aide sociale et appui aux moyens d'existence	252	59,3	122	28,7	51	11,98	480
E. Assistance technique et appui en matière de gestion	5 275	100	45,70		-		5 172
Total	23 105	42,2	23 781	43,4	7 889	14,40	54 775

Stratégie et plan de financement/cofinancement du Projet

19. Le financement supplémentaire proposé consistera en un prêt du FIDA de 20,6 millions d'USD (67% à des conditions particulièrement favorables et 33% à des conditions mixtes), un don des Pays-Bas de 5,0 millions d'EUR, une contribution du Gouvernement du Bangladesh de 24,7 millions d'USD, une contribution des ONG participantes de 3,7 millions d'USD et une contribution des bénéficiaires de 0,1 million d'USD. Le prêt du FIDA permettra de mobiliser un cofinancement d'un ratio de 1:1,66.

Décaissement

20. La gestion financière et les modalités de décaissement du financement supplémentaire seront identiques à celles du Projet initial. Les fonds du FIDA seront versés sur un compte désigné à la Banque du Bangladesh, conformément à la réglementation nationale. Le compte désigné sera géré par le principal organisme d'exécution dans le cadre d'un régime d'avances temporaires. Cinq comptes d'exploitation seront ouverts en monnaie locale pour chaque organisme d'exécution. Les fonds seront transférés du compte désigné aux comptes d'exploitation conformément aux plans de travail et budgets annuels approuvés, et en fonction des informations financières disponibles. Les procédures de décaissement seront détaillées dans la Lettre à l'emprunteur.

Résumé des avantages et de l'analyse économique

21. Le financement supplémentaire proposé permettrait à 57 000 ménages, soit 342 000 personnes, de bénéficier de nombreux avantages économiques, sociaux et environnementaux. Ces avantages seraient notamment les suivants: i) stabilisation des terres et protection contre les phénomènes climatiques; ii) droits fonciers pour les pauvres, femmes et hommes; iii) augmentation des revenus de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des activités non agricoles; iv) accès aux infrastructures de communication; v) amélioration de la santé, de l'hygiène et des conditions sanitaires; vi) renforcement de l'autonomisation des femmes. Comme la phase IV et les phases précédentes ont déjà permis de développer l'infrastructure et de promouvoir l'ensemble des activités du Projet, le montant relativement limité du financement supplémentaire permettra d'augmenter considérablement les revenus et autres avantages.

22. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) du financement supplémentaire envisagé est de 37% et le ratio bénéfices/coûts est de 1,43. Selon l'analyse du scénario le plus pessimiste d'érosion rapide des vannes qui a été effectuée, le TREI serait de 30% pour ce qui est du Projet ou de 16% pour ce qui est des vannes touchées. On notera que, dans tous les scénarios, les TREI sont nettement supérieurs au coût d'opportunité du capital.
23. Le TREI du financement supplémentaire est plus élevé que celui de la phase IV du Projet, qui était initialement de 17%. Cette hausse s'explique par les investissements déjà réalisés dans le cadre des phases I à IV, ainsi que par le financement supplémentaire et le fait que des mécanismes efficaces de gestion et d'exécution ayant fait leurs preuves sont déjà en place. Le plus grand nombre de bénéficiaires du financement supplémentaire explique en outre en partie cette hausse du TREI.
24. Le taux de rentabilité financière interne du financement supplémentaire est de 34%. Le flux de bénéfice net a été estimé à 12%, soit le taux d'intérêt moyen pondéré actuel, pour atteindre le seuil de rentabilité des flux de trésorerie. D'ici à sept ans, le Projet commencera à créer un flux de bénéfice net positif.

Stratégie de retrait et durabilité

25. Le Projet est conçu selon une stratégie de durabilité fondée sur la délivrance de titres fonciers, le développement de l'infrastructure, l'amélioration des moyens d'existence et de meilleurs services sociaux. Pour ce financement supplémentaire, la stratégie de retrait consistera notamment à renforcer la viabilité des institutions locales et communautaires, à faire fonctionner et à entretenir les infrastructures de manière participative, et à financer les activités de subsistance sur les marchés. En septembre 2018, le Gouvernement a approuvé le Plan Delta du Bangladesh 2100, stratégie globale et intégrée de gestion des ressources en eau, des changements climatiques et des problèmes environnementaux pour la période allant jusqu'à 2100. Le Plan Delta du Bangladesh 2100 met l'accent sur le développement durable et à long terme de six zones, dont la zone côtière, les réseaux fluviaux et les estuaires couverts par le Projet. Élaboré avec l'aide des Pays-Bas, ce projet de 38 milliards d'USD permettra de faire face aux principales difficultés recensées, notamment celles que traite le Projet. Le projet d'appui à la mise en œuvre du Plan Delta du Bangladesh 2100 a été approuvé en octobre 2018; il consistera à élaborer un plan d'investissement et à renforcer le cadre institutionnel, les capacités et la recherche dans ces domaines.

III. Risques liés à la mise en œuvre des activités financées supplémentaires

A. Risques relatifs au Projet et mesures d'atténuation

26. **Risque environnemental.** Les variations de l'érosion et de l'accrétion peuvent, au fil du temps, faire disparaître des terres développées dans le cadre du Projet. Une étude hydromorphologique sera réalisée dans le cadre du financement supplémentaire demandé; elle permettra de suivre les tendances des phénomènes d'érosion et d'accrétion et de déterminer la conception et l'emplacement des infrastructures. Des phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier les cyclones, risquent en outre d'endommager les infrastructures et de compromettre les moyens d'existence. Dans la phase IV du Projet, il est prévu d'investir dans des abris contre les cyclones, ce qui permettra d'en atténuer en partie l'impact.
27. **Risque institutionnel.** L'obtention et la sécurisation de titres fonciers va nécessairement de pair avec la coopération et la coordination des services publics et des communautés locales. Les désaccords sur les limites administratives locales risquent d'entraver la délivrance des titres fonciers et d'entraîner des retards. Le financement supplémentaire proposé permettra de traiter spécifiquement la

question du tracé des limites, en tant que de besoin, pour faciliter et accélérer l'établissement de titres fonciers.

28. **Risque lié à la réinstallation.** Comme indiqué en détail à la section III.B ci-dessous, la construction rapide d'infrastructures nécessaires pour lutter contre une érosion localisée inattendue entraînera nécessairement la réinstallation d'un certain nombre de ménages. Cette érosion menace les moyens d'existence de 22 000 ménages. Les ménages touchés risquent de ne pas être indemnisés rapidement. Pour atténuer ce risque, de vastes consultations ont été organisées avec toutes les parties prenantes et ont permis d'élaborer un cadre et un plan d'action détaillés de réinstallation qui ont été acceptés et approuvés par le Gouvernement.
29. **Durabilité.** Les organismes publics compétents risquent de ne pouvoir allouer qu'une partie des ressources de leur budget de développement à l'entretien de l'infrastructure construite dans le cadre du Projet. Pour atténuer ce risque, une concertation systématique avec les organismes compétents permettra de planifier correctement les dépenses de développement et d'institutionnaliser des mécanismes permanents, de manière à garantir la disponibilité des ressources nécessaires au fonctionnement et à l'entretien de l'infrastructure. Un plus grand contrôle des travaux d'entretien par les agriculteurs et les communautés, et une participation accrue de ces derniers à ces travaux contribueront en outre à renforcer la durabilité.

B. Catégorie environnementale et sociale

30. Dans le cadre du financement supplémentaire proposé, il faudra réinstaller un certain nombre de ménages pour pouvoir construire rapidement des infrastructures résilientes par rapport aux changements climatiques (écluses et digues abandonnées), afin de faire face à une érosion locale imprévue dans les *chars* de Noler et de Nangulia. On estime qu'il faudra acquérir 291 hectares de terres pour y réaliser ces travaux, ce qui touchera environ 1 000 ménages, dont 300 qui perdront entièrement leurs terres et 700 qui en perdront une partie. L'érosion menace gravement les ressources foncières et les moyens d'existence de 22 000 ménages (dont ces 1 000 ménages) et doit donc être maîtrisée. Comme il est nécessaire d'acquérir des terres et de réinstaller certains ménages, le financement supplémentaire envisagé s'inscrit dans la catégorie sociale et environnementale A.
31. Le Gouvernement prendra à sa charge l'intégralité des dépenses liées à l'acquisition des terrains. Des consultations approfondies, menées auprès de toutes les parties prenantes, ont abouti à l'élaboration d'une Étude de l'impact environnemental et social détaillée et complète, d'un cadre et d'un plan de réinstallation, conformes aux exigences des PESEC. Ces documents ont été examinés en détail et approuvés par les organismes publics concernés, et ont été rendus publics sur demande (sur le site Web du FIDA et au Bangladesh).
32. Il ressort de cette étude de l'impact environnemental et social que: i) sur le plan environnemental, le Projet contribuera à stabiliser les nouvelles terres et à améliorer l'environnement physique et naturel en réduisant l'intrusion saline et en augmentant la croissance naturelle et la productivité agricole; ii) sur le plan social, des effets extrêmement négatifs apparaîtraient en l'absence du financement supplémentaire proposé. L'Étude de l'impact environnemental et social contient un plan de gestion environnementale et sociale détaillé qui a été pris en compte dans la conception du Projet.
33. Le cadre et le plan de réinstallation ont été élaborés spécialement pour les ménages dont les terres ont déjà été acquises et pour ceux qui seront concernés par le financement supplémentaire proposé. On y décrit en détail: i) le nombre de ménages qui sont ou seront touchés; ii) la mesure dans laquelle ceux-ci sont ou seront touchés; iii) le cadre juridique et institutionnel; iv) une procédure complète, étape par étape, d'acquisition des terres où sont précisés les responsabilités et les

délais; v) les dispositions spéciales relatives aux groupes vulnérables et les incidences en ce qui concerne la question du genre; vi) le processus de consentement préalable, libre et éclairé visant à conclure un accord avec les ménages et les communautés touchés; vii) les mécanismes de règlement des différends; viii) la méthode utilisée pour évaluer les terres acquises et la perte des moyens d'existence; ix) le coût du processus d'acquisition foncière; x) le suivi-évaluation de ce processus. En interne, le cadre et le plan de réinstallation ont été reconnus conformes aux PESEC et, plus particulièrement, au document d'orientation n° 13 relatif aux réinstallations physiques et économiques.

34. Le FIDA suivra de près la mise en œuvre de l'acquisition des terres.

C. Catégories des risques climatiques

35. Le Bangladesh, notamment sa zone côtière, est très vulnérable aux changements climatiques. Le Projet concerne expressément une zone dont la formation est encore en cours et la construction d'infrastructures visant à stabiliser les *chars* sur le long terme. Étant donné que les changements climatiques risquent de toucher les zones côtières au cours des trois ou quatre prochaines décennies, toutes les phases du Projet, y compris la phase de financement supplémentaire proposée, sont donc considérées comme risquées. Ainsi, on estime que les risques climatiques sont d'un niveau "élevé".
36. Les différentes phases du Projet ont pour but de stabiliser les nouvelles terres formées et de les protéger des changements climatiques pour permettre leur colonisation dans de bonnes conditions. Le Projet est donc par essence un investissement dans l'adaptation aux changements climatiques.

IV. Mise en œuvre

A. Conformité aux politiques du FIDA

37. Le financement supplémentaire proposé est conforme aux politiques du FIDA s'y rapportant, notamment au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, à la Politique du FIDA en matière de ciblage, à la Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière, et à la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Comme ce financement concerne la catégorie sociale/environnementale A, sa conformité aux dispositions des PESEC du FIDA est particulièrement importante. Il s'inscrit en outre dans le droit fil des actions prioritaires du FIDA visant à faire évoluer les relations entre les hommes et les femmes et dans le domaine du développement climatiquement rationnel.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du Projet

38. Les modalités de gestion de la phase de financement supplémentaire proposée seront à peu près les mêmes que celles de la phase IV du Projet. L'Office national des ressources en eau, qui relève du Ministère des ressources en eau, sera le principal organisme d'exécution. Il coordonnera la gestion et la mise en œuvre du Projet entre les quatre autres organismes spécialisés (le Ministère des terres, pour les titres fonciers, le Département des forêts, pour la foresterie sociale, le Département de génie sanitaire, pour les travaux sanitaires et le Département d'ingénierie relevant du gouvernement local, pour les petites infrastructures).
39. Le directeur de projet de l'Office national des ressources en eau continuera d'agir en tant que directeur de coordination du Projet. Chacun des autres organismes d'exécution aura son propre directeur de projet (et des codirecteurs pour les activités liées aux terres). Les Pays-Bas paieront les services de l'équipe d'assistance technique sur une base concurrentielle, conformément aux règles relatives aux achats. Sur le plan opérationnel, un comité de gestion, présidé par le directeur de coordination du Projet, dirigera les activités du Projet et donnera des

conseils. En ce qui concerne les décisions, un comité directeur interministériel, présidé par le Secrétaire du Ministère des ressources en eau, sera mis en place.

Gestion, obtention et contrôle des fonds

40. L'organisme principal d'exécution, l'Office national des ressources en eau, est responsable de l'application des bonnes pratiques fiduciaires. Le risque fiduciaire inhérent au Projet est jugé de niveau moyen, l'Office national des ressources en eau ayant rencontré des difficultés dans la coordination de la gestion financière et dans la consolidation des états financiers du projet. Les mesures d'atténuation des risques envisagées consistent notamment à disposer d'un personnel suffisant, d'un logiciel comptable, d'un cadre de contrôle conforme aux meilleures pratiques et d'un manuel en langue locale, et à présenter un rapport financier semestriel au FIDA. En plus d'un audit annuel obligatoire de chaque entité par l'Autorité supérieure de contrôle, une société privée vérifiera tous les ans les états financiers consolidés du Projet.
41. Les achats seront conformes aux procédures publiques, dans la mesure où elles respectent les conditions fixées par le FIDA, qui procédera préalablement et ultérieurement à des vérifications.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique

42. Les éléments clés du système de suivi-évaluation de la phase IV du Projet seront maintenus, notamment les rapports de situation semestriels, les activités de suivi-évaluation participatives, les pratiques de gestion des savoirs, les évaluations annuelles des résultats, les études de référence et d'impact, et les évaluations ponctuelles de la situation. Ces éléments contribueront à améliorer la gestion du Projet et le suivi des résultats ainsi qu'à faciliter les activités de gestion des savoirs et de communication stratégique.
43. En outre, comme indiqué dans le cadre et le plan de réinstallation, les activités liées à l'acquisition de terres et à la réinstallation seront contrôlées trimestriellement, et une évaluation finale du processus et de leur impact sur les ménages touchés sera réalisée.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du Projet

44. Un nouvel accord de financement définissant les nouvelles conditions de prêt sera élaboré et négocié. Il prévoira une prolongation de la durée du Projet de trois ans, soit de mars 2019 à mars 2022. L'accord de financement comportera un ensemble d'assurances relatives à la bonne mise en œuvre du cadre et du plan d'action.

V. Instruments juridiques et autorité

45. Un nouvel accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
46. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement supplémentaire proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

48. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables (67%) et à des conditions mixtes (33%) d'un montant équivalant à vingt millions six cent mille dollars des États-Unis (20 600 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions figurant dans le présent rapport.

Le Président,
Gilbert F. Houngbo

Negotiated financing agreement: "Char Development and Settlement Project – Phase IV"

(Negotiations concluded on 25 April 2019)

New Loan No: _____

Project name: Char Development and Settlement Project - Phase IV ("the Project")

People's Republic of Bangladesh ("the Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS for the purpose of financing the Char Development and Settlement Project-Phase IV (CDSP-IV) (the "Initial Project"), on 9 May 2011, the Borrower and IFAD entered into a Financing Agreement No. L-807-BD ("Initial Financing Agreement") pursuant to which the Fund agreed to provide financing to the Borrower in the form of a loan in the amount of thirty million, eight hundred sixty thousand special drawing rights (SDR 30 860 000);

WHEREAS, on 18th June 2018, the Borrower requested additional financing to scale-up the Initial Project's achievements, effectively increase the outreach and expand the benefits, innovations, and best practices of the Initial Project;

WHEREAS the Fund has agreed to provide new financing in the form of a New Loan to further support the Initial Project;

WHEREAS the New Loan shall complement the Initial Project;

WHEREAS, on the basis of the above considerations, the Fund has agreed to extend the New Loan to the Borrower on the terms and conditions set forth herein;

NOW THEREFORE, the Parties have agreed to enter into this Financing Agreement (this "Agreement") as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a New Loan to the Borrower (the "New Loan"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The New Loan is granted on 67% highly concessional terms and 33% blend terms.
2. The amount of the New Loan eligible to highly concessional terms is thirteen million, eight hundred two thousand United States dollars (USD 13 802 000).
3. The amount of the New Loan eligible to blend terms is six million seven hundred ninety-eight thousand United States dollars (USD 6 798 000).
4. The New Loan granted on highly concessional terms shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the New Loan by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The New Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
5. The principal of the New Loan granted on highly concessional terms will be repaid at four and half per cent (4.5%) of the total principal per annum for years eleven (11) to thirty (30), and one per cent (1%) of the total principal per annum for years thirty-first (31) to forty (40).
6. The New Loan granted on blend terms shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the New Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty-five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the New Loan by the Fund's Executive Board.
7. The portion of the New Loan granted on blend terms will be repaid in equal instalments.
8. The Loan Service Payment Currency shall be US dollar.
9. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
10. Payments of principal and service charge of the New Loan shall be payable on each 15 April and 15 October.
11. The Designated Account of the Initial Loan shall be used for the New Loan. Separate ledgers shall be set-up and maintained by the Project for the New Loan.
12. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of twenty four million seven hundred thousand United States dollars (USD 24 700 000) which includes duties and taxes. The remaining part of the counterpart financing shall be utilised to fully cover the costs of land acquisition and all Project staff salaries and allowances, and to cost-share civil works, equipment, studies and training, infrastructure operation and maintenance, and operating costs. Beneficiaries shall provide their share of project activities.

13. The Project shall be co-financed by a grant from the Netherlands in the amount of five million Euro (Euro 5 000 000). The grant will be administered directly by the Embassy of the Kingdom of the Netherlands in Dhaka and will be used to provide technical assistance to the implementing agencies.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Bangladesh Water Development Board (BWDB) within the Ministry of Water Resources of the Borrower.
2. The Project Completion Date shall be the 31 March 2022 and the Financing Closing Date the 30 September 2022.

Section D

The New Loan will be administered and the Project supervised by the Fund. The Borrower will conduct its own administration and supervision of the New Loan and Project.

Section E

1. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary
Economic Relations Division
Ministry of Finance,
Government of the People's
Republic of Bangladesh
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

(Authorized Representative)
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

I. Project Description

1. *Target Population.* The target groups and beneficiaries of the Project are: (i) small and marginal farmers to benefit from climate resilient water infrastructure and climate smart agriculture technology; (ii) new settlers to obtain land titles; (iii) new and existing settlers to obtain access to improved communication infrastructure; and, (iv) small entrepreneurs to benefit from micro-finance and micro-enterprise support. Women will be specifically targeted in the provision of land titles; support for economic activities; access to water, sanitation, hygiene and health facilities and services; financial inclusion; and legal rights awareness.

2. *Project Area.* The Project is implemented in selected chars of four Southern coastal districts, namely Noakhali, Lakshmipur, Feni and Chattogram districts. The additional financing will cover poldered and non-poldered areas in these districts, including the following chars: Char Bagga Donna 1 and 2, Char Mojid, Vatirtek, Boyer Char, Char Nangulia, Noler Char, Caring Char, Urir Char and Char Ziauddin. Additionally, some initial work will be done in Char Mozammel, Dhal Char, Char Kolatoli and Char Maksumul Hakim.

3. *Goal.* The Project goal is to reduce poverty and hunger for poor people living on newly accreted coastal chars through improved and more secure livelihoods.

4. *Object.* The Project objective is the development of improved and more secure rural livelihoods for poor households in the selected coastal chars.

5. *Components.* The Project consists of five (5) components, namely: (i) protection from climate change; (ii) internal infrastructure; (iii) land settlement and titling; (iv) livelihoods support; and (v) technical assistance and management support. The key activities within these components which will be supported with additional financing are outlined below.

5.1 Component 1. Protection from climate change: (a) water management through repairs or retirement of embankments; replacement or maintenance of sluices; re-excavation or construction of canals; construction or improvement of Water Management Group centres; and, acquisition of land for retired embankments and sluices; (b) social forestry including mangrove plantation; strip plantation along canals, embankments and roads; and, formation or strengthening of Social Forestry Groups.

5.2 Component 2. Climate resilient infrastructure: (a) internal infrastructure including paved and earth roads, cyclone shelters, markets and killas (raised mounds of land); (b) water and sanitation facilities including deep tube-wells (including test tube-wells), and household latrines.

5.3 Component 3. Land settlement and titling: (a) settlement and land titling in Urir Char, (b) demarcation of the boundary between Noakhali and Chattogram Districts; (c) settlement and land titling on Char Nangulia; and, (d) upgrading/extension of digital Land Record Management Systems.

5.4 Component 4. Livelihoods support: (a) commercial agriculture (field crops, horticulture, poultry); (b) pay-based agricultural advisory services through a contracted NGO(s); (c) commodity value chain upgrading (awareness raising; value chain mapping; strategic investment planning; training; value chain investments; monitoring); (d) Agriculture Information and Communication Technology; (e) institutional and livelihoods support through contracted partners, covering homestead-based livelihoods; water and hygiene; social awareness; legal and human rights; and, support for water management organisations.

5.5 Component 5. Technical assistance and management support: A technical assistance team will be contracted to assist the implementing agencies, supervise the quality of works, produce consolidated progress reports, and undertake financial management. It will be responsible for impact evaluation, lesson learning and knowledge management. Support will be provided for: (a) a hydro-morphological study to generate information on the pattern of erosion and accretion; and, (b) a strategic planning exercise to improve the institutional framework for future investments in the chars.

6. A new activity will be included in the additional financing phase, in accordance with IFAD's SECAP guidelines – namely the implementation of a Resettlement Action Plan (RAP) and Resettlement Action Framework (RAF). This will entail: (a) undertaking a free, prior and informed consent (FPIC) process with households whose land is partially or completely acquired for planned climate resilient infrastructure; (b) provision of compensation packages in line with the '*Acquisition and Requisition of Immovable Property Act*' (2017); (c) provision of a package of early measures to the affected households, including livelihoods support; (d) establishment of monitoring and grievance redressal mechanisms.

II. Implementation Arrangements

7. *Lead Project Agency.* The Bangladesh Water Development Board (BWDB) under the Ministry of Water Resources will be the lead Project management and implementing agency. It will coordinate Project management and implementation among the four other agencies that are responsible for specific activities (the Ministry of Land for land titling; the Forest Department for social forestry; the Department of Public Health Engineering for sanitation works; and, the Local Government Engineering Department for small infrastructure).

8. *Project Management.* The Project Director from BWDB will continue to act as the Project Coordinating Director. Each of the other implementing agencies will have its own Project Director (with joint Project Directors for the land settlement and titling component). The Project management structure and staffing for the additional financing will mirror that of the original Project.

9. *Project Governance.* At the policy level there will be an Inter-Ministerial Steering Committee, chaired by the Secretary, Ministry of Water Resources. The composition and terms of reference of the Inter-Ministerial Steering Committee will be similar to those of the original Project. At the operational level, the Project will be guided and advised by a Project Management Committee, chaired by the Project Coordinating Director. The composition and terms of reference of the Project Management Committee will be similar to those of the original Project.

10. *Implementation of Components.* The arrangements for the implementation of activities under the additional financing will be similar to those of the original Project. The main changes will be the introduction of pay-based agricultural advisory services and Agricultural Information and Communication Technology for the provision of extension to farmers.

11. *Project Implementation Manual (PIM).* The Lead Project Agency, working with the respective implementing agencies, shall prepare a draft PIM outlining the standard operating procedures for the implementation of the Project, including for financial management, accounting and procurement, in line with international best practices. Once prepared, the PIM shall be subject to approval by the Inter-Ministerial Steering Committee. Subsequently, the Lead Project Agency shall forward the draft PIM to IFAD for its concurrence. Should IFAD not provide any comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objection. The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of the Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the New Loan and the allocation of the amounts of the New Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed thereby in each Category:

Category	67% of the New Loan granted on Highly Concessional (HC) terms USD	33% of the New Loan granted on Blend terms (BT) USD	Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes and co-financiers)
I. Works	11 591 000	5 709 000	67% HC and 33% BT
II. Equipment & Materials	234 500	115 500	67% HC and 33% BT
III. Consultancies & Training	1 547 700	762 300	67% HC and 33% BT
IV. Operating costs	428 800	211 200	67% HC and 33% BT
TOTAL	13 802 000	6 798 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Works" under category I shall also include water and sanitation works;

"Equipment & Materials" under category II, shall mean eligible expenditures also for vehicles under Investment costs;

"Consultancies & Training" under category III, shall also include eligible expenditures for survey of district boundary to be carried out for land titling;

"Operating costs" under category IV, shall mean eligible expenditures for vehicles, equipment and operations and maintenance expenditures.

Schedule 3

Special Covenants

1. In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the New Loan if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

- (a) The Borrower shall ensure that land acquisition under the Project is governed by the provisions of the *Acquisition and Requisition of Immovable Property Act (2017)* and IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures.
- (b) The Borrower shall implement the Resettlement Action Plan and Resettlement Action Framework, which have been prepared jointly by IFAD and BWDB in compliance with the *Acquisition and Requisition of Immovable Property Act (2017)* and IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures, and which have been publicly disclosed.
- (c) BWDB shall closely monitor the implementation of the Resettlement Action Plan and Resettlement Action Framework and shall report to the Inter-Ministerial Steering Committee and to the Fund accordingly.

Updated logical framework incorporating additional financing

Results Hierarchy	Indicators				Means of verification	Risks and assumptions
	Name	Original baseline	Original target/ achievement till date	Revised target	Source of data	
Outreach Households directly benefiting and receiving project services	Persons receiving project services / total hh members	77,500 women 77,500 men	92,900 women 92,900 men	171,000 women 171,000 men	Project progress reports Frequency: Annual	
	Number of households reached	28,000 households	29,008 households(1160 female headed)	57,000 households		
Goal Reduced poverty and hunger for poor people living on newly accreted coastal chars	Increase in household income (average per year)	Tk71,950	Tk296,925 – 313% increase	Further 50% increase in HH income	Sample surveys at baseline and completion plus Annual Outcome Surveys	A sharp increase in food prices relative to wages could offset improvements in living standards. An opposite movement could make farming attractive
	50% increase in household assets.	Tk35,162 avg total asset value	Tk261,480 – 644% increase	Further 50% increase in value of assets		
	Percent of HH with 5 months or more of food shortage	Reduce from 46% to 23%	Reduce from 82% to 4%	Zero households with food shortage		
Development objective Improved and more secure rural livelihoods for 28,000 households in coastal chars	Number of HHs reporting increased agricultural (paddy) production	20,000 HH (71% of all HH)	22,850 HH (79% of all HH)	49,118 HH report increased farm production	Sample surveys at baseline and completion plus Annual Outcome Surveys	Cyclones and other abnormal weather disrupts livelihoods
	21,000 hh with improved hygiene practices	94% (26,320 hh) wash hands with plain water	95% (27,550 hh) wash hands with soap or ash	20,000 HH adopt improved sanitation		
Outcome 1. Water resources managed effectively to protect land from tidal and storm surges, improve drainage, and enhance accretion	Number of WMG rated effective/ sustainable	80% WMG rated sustainable	50% WMG rated as A or B	75% of WMG rated as A or B	Assessment of WMG performance	Unexpected erosion destroy infrastructure, removing control flooding and drainage, along with loss of land and displacement of h'holds
	1b. 70% empoldered land has reduced soil salinity, flooding and improved drainage	70% empoldered land has reduced soil salinity, flooding and improved	Farmers reporting reductions in salinity = 93%, flooding = 89%, waterlogging= 91%	At least 90% of farmers report improved crop growing conditions	Sample surveys at baseline and completion plus Annual Outcome Surveys	
Output 1. Area empoldered by embankment and foreshore protected through plantation	Area empoldered. Length of embankment Length of khal excavation	10,000 ha of land, 40 km embankment 202 km khal	13,000 ha empoldered, 57 km embankment 141 km khal	20 km embankment 3 new sluices, 185 additional km khal	Project progress reports	Need to be able to acquire land for retired embankments and sluices and compensate affected households.
	Area/km of plantation	2206 ha & 546 km	7623 ha and 383 km	10,123 ha and 448 km		
	Water management and social forestry groups	31 WMG 490 SFG	24 WMG 695 SFG	168 WMG 835 SFG		
Outcome 2: Improved road communication, available infrastructure for multipurpose use and ensured safe water and hygienic sanitation	Better communication in different places	No pucca or brick roads.	75% of journeys to school or market use pucca or brick roads.	75% of journeys to school or market use pucca or brick roads.	Baseline and impact survey Traffic survey	Government agencies need to allocate sufficient resources to maintain infrastructure once project investment is completed.
	No. of people having access to shelter	Only one shelter – Uirir Char	37 shelters – capacity 92,500 people	46 additional shelters, capacity 115,000	Project progress reports	
	No. of children at school in shelters		5244 at school in 23 shelters	1,800 children at school in 9 shelters	Rapid survey of cyclone shelters	
	21,000 hh with access to safe water and hygienic sanitation	21,000 HH	29,000 HHs, water source 84% closer	47,240HHs reduced distance to DTW	Baseline and impact surveys	

Results Hierarchy	Indicators				Means of verification	Risks and assumptions
	Name	Original baseline	Original target/ achievement till date	Revised target	Source of data	
Output 2. Climate resilient infrastructure for communications, markets, cyclone protection, potable water and hygienic sanitation.	Length of roads No of bridges & culverts	153 km paved road 129 km earth road 25 bridges, 223 culverts	152.5 km paved, 134.7 km earth road 4 bridges 210 culverts	202.5 km paved roads 164.7 km earth roads 273 culverts	Project progress reports	Risks exist in procurement of contractors for this work – however this has not been a major problem in the past
	Number market & UP complex	7 market, 2 UP	7 market, 2 UP complex	1 market		
	Number of cyclone shelters & livestock refuges (killa)	60 cyclone shelters & 17 killa	39 cyclone shelters, 7 killa	9 cyclone shelters, 1 killa		Expansion of irrigated boro may deplete fresh groundwater needed for domestic supplies
	Number of water supply points Number of household latrines	1160 DTW 23,909 latrines	1475 DTW 25,639 latrines	1,300 DTW 16,500 latrines		
Outcome 3. Secure possession of land	Households with secure possession of land	20,000 HH with land titles	14,082 HH with land titles	6,000 HH with land titles	Project progress reports	Disputes over local government boundaries, can disrupt land titling, with the risk of delay.
Output 3: Land titles granted to HH	No. of HH given secure title to land	20,000 HH	14,082 HH	6,000 HH		
Outcome 4. Improved livelihoods and household resilience	Number of farmers adopt improved agriculture or participate in new value chains	20,000 farmers	22,740 farmers adopt new paddy varieties	22,500 farmers adopt new practices / value chains	Project progress reports	Farmers need to be willing to pay for agricultural advice in order to implement the proposed PBAS.
	Nos. of women involved with their own IGA		68% women earn income 62% women have direct IGA	68% of newly targeted women earn income; 62% of newly targeted women have direct IGA		
	Number of women aware about legal rights		Knowledge: 42% moderate, 58% good. Practice 72%.	1,000 women have increased awareness	KAP survey	
Output 4. Improved livelihood support for the households	Number of Farmer Forums formed and supported	280 Farmers Forums	90 FF	750 FF (new and existing)	Project progress reports	Need to be able to recruit NGOs to implement component 4. In particular need an NGO with the required experience and expertise to implement PBAS
	Number of farmers attending extension events.	5,600 farmers (members of FF)	5,400 farmers	22,500 farmers supported		
	No. of women trained in IGA	28,000 women	22,101 women	20,000 women supported by CRPs		
	No. of women attending rights-based training and events	28,000 women	21,261 women	1,000 women attend legal rights training		

Updated summary of the economic and financial analysis incorporating additional financing

Table A: Models' financial cash flow

Sensitivity Analyses	EIRR	B/C Ratio	NPV (\$ 1000)	NPV (BTK 1000)
Base Case	37%	1.43	137,484	11,273,703
All cost increase by 10%	29%	1.30	105,195	8,625,990
All cost increase by 20%	23%	1.19	72,906	5,978,276
All benefits decrease by 10%	29%	1.28	91,447	7,498,619
All benefits decrease by 20%	20%	1.14	45,409	3,723,535
Cost increase by 10% and benefits decrease by 10%	22%	1.17	59,157	4,850,906
One year delay in getting benefits	21%	1.39	86,058	7,056,765

Table B: Programme/project costs and Logframe targets

PROJECT COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME							
B)	Total Project Cost (USD mn)		54	Base costs	50.9	PMU	1.32
Beneficiaries		342,590 people	57,098 Households	800 groups			10,688
Cost per beneficiary		158 USD x person		946 USD x HH	Adoption rates		66%
Components	Cost (USD mn)	Outcomes and Indicators					
Water management infra	25.7	80% WMG rated effective / sustainable					
Social forestry	1.3	80% empoldered land has reduced soil salinity, flooding & improved drainage					
Internal infra	10.8	Better communication					
Water and sanitation	3.7	20000 hh having access to safe water hygienic sanitation					
Land settlement	1.6	Households possession of land					
Agric Support	5.9	53,000 farmers reporting adoption of improved agriculture					
Livelihood Support	0.4	HH involved in IGA					

Table C: Main assumptions and shadow prices

The EFA was based on the following main assumptions:

- All benefits were estimated using 2018 prices. A 20-year effective period of the project investment is assumed which include the 3-year project implementation period.
- For all activities which used labour, a financial rural daily wage rate of BDT 444 per person-day was assumed which was the prevailing rate. The same wage rate was used to value household family labour too because of the availability of wage labour opportunities in the project areas with all the development activities taking place in the areas.
- Full production of the crops and livestock models have been valued. It is possible that a part of the production is consumed by the families. This portion is however valued at the same farm-gate price to reflect the full financial and economic value of the production models.
- With increased input deliveries using improved roads in the production areas and market linkages through improved markets, the crops, livestock and fish producers are capable of achieving the increased production levels (WP situation after 2019) that are assumed in this analysis. The AICT, value chain partnerships and cost recovery technical support for farming and livestock would further consolidate these benefits. The production levels and the cost of production assumed at the full development stage (i.e. 10th year of CDSP IV) of CDSP IV was assumed as the without project (WOP) situation to reflect the 2018 situation. The with project (WP) situation was reflected by increased productivity owing all contributing factors highlighted above.
- The AF project would cover a total land extent of 65,200 ha in all CDSP areas. Out of that, TA team estimated that 39,749 ha would be arable land. Most of these arable lands are under agricultural production but with low technology and consequently low productivity. The risk of land becoming saline and also would subject to erosion, farmers tend to invest lower than optimum and thus getting a disproportionately low income. With rolling out of the AF project interventions, the adverse effects due to salinity and erosion will gradually decrease and therefore farmers will go for high tech inputs with increased productivity. The EFA maintained this assumption in estimating project level incremental costs and incremental benefits of all the farm and livestock models.

Table D: Beneficiaries adoption rates and phasing

BENEFICIARIES (cumulative), ADOPTION RATES AND PHASING					D)	Adoption rates at completion
	PY1	PY2	PY3	Total		100% Average
Total (removing multiple benefits)				57,098		
Paddy (all varieties)	13,628	18,739	20,868	20,868		
<i>Adjusted (adoption rate)</i>	26%	61%	100%			62%
Keshari	511	1,817	1,987	1,987		
<i>Adjusted (adoption rate)</i>	12%	54%	100%			55%
Mung bean	511	2,271	4,259	4,259		
<i>Adjusted (adoption rate)</i>	7%	40%	100%			49%
Vegetables	9,693	14,764	19,165	19,165		
<i>Adjusted (adoption rate)</i>	22%	56%	100%			59%
Sorjon: Fish, Veg and Aman Paddy	170	681	2,839	2,839		
<i>Adjusted (adoption rate)</i>	5%	23%	100%			43%
Back yard layers	570	1,069	1,425	1,425		
<i>Adjusted (adoption rate)</i>	19%	53%	100%			57%
Back yard broilers	228	214	285	285		
<i>Adjusted (adoption rate)</i>	31%	61%	100%			64%
Milk production	2,850	2,850	2,850	2,850		
<i>Adjusted (adoption rate)</i>	33%	67%	100%			67%
Beef fattening	570	1,710	3,420	3,420		
<i>Adjusted (adoption rate)</i>	10%	40%	100%			50%

Table E: Sensitivity analysis

SENSITIVITY ANALYSIS (SA)						
F)		Δ%	Link with the risk after 2nd Year of project start-up	EIRR	BC Ratio	NPV (USD mn)
Base scenario				37%	143%	137,484
All cost increase by 10%	10%		Combination of risks affecting output prices, yields, erosion and land loss	29%	130%	105,195
All cost increase by 20%	20%			23%	119%	72,906
All benefits decrease by 10%	10%		Increase of cost of farm and livestock production	29%	128%	91,447
All benefits decrease by 20%	20%			20%	114%	45,409
Cost increase+benefits decrease	10%		Both scenarios together	22%	117%	59,157
1 year delay in getting benefits			Late commencing of adoption	21%	139%	86,058